

Fin du Publisac :

Ottawa doit intervenir d'urgence pour les hebdos

Granby, le vendredi 2 février – Alors que la distribution du Publisac prendra fin partout au Québec au cours des prochaines semaines, la députée de Shefford, Andréanne Larouche, réitère au gouvernement fédéral l'urgence de prendre action afin d'assurer la continuité de la distribution des hebdos locaux et régionaux à la grandeur du territoire québécois. Ils joignent leur voix à celle de l'Assemblée nationale du Québec pour sommer Ottawa d'agir pour soutenir les hebdos, médias d'information essentiels en région.

« Nos hebdos sont la voix des enjeux régionaux au Québec; ils sont essentiels à une couverture des nouvelles locales et des dossiers qui touchent directement les citoyens. Encore une fois, le Bloc Québécois appelle le gouvernement à faire pression auprès de Postes Canada afin qu'il prenne le relais de la distribution des journaux locaux et régionaux à un tarif préférentiel, en tout respect des conditions de travail des factrices et facteurs. Les journaux régionaux agissent comme relais d'une information fiable, de qualité et garante d'une démocratie en santé. Il faut qu'Ottawa s'engage davantage pour que nos hebdos continuent à se rendre jusqu'à leurs lecteurs », avise Andréanne Larouche.

Tant et aussi longtemps que tous les médias n'auront pu effectuer une transition efficace vers le numérique, et tant que les Québécoises et les Québécois de toutes les régions en auront besoin, les hebdos et journaux locaux doivent pouvoir être distribués à toutes les adresses. Certains journaux ont été en mesure de s'adapter à la disparition du Publisac, mais pour plusieurs, la seule solution envisageable reste le service postal.

Annoncée en novembre, la fin de la distribution du Publisac s'échelonne entre février et mai prochain. Ce sont des centaines d'hebdos qui perdront leur distributeur, exacerbant les difficultés existantes. Postes Canada continue toutefois de facturer des frais exorbitants pour la livraison, jusqu'à trois fois le prix demandé par Transcontinental, pour distribuer le Publisac.

« Ottawa ne peut simplement rester les bras croisés devant l'hécatombe annoncée pour ces journaux qui sont des témoins de la vie régionale et locale. Nous nous joignons à l'Assemblée nationale du Québec qui est unanime, pour interpeller directement le ministre Jean-Yves Duclos afin qu'il mette terme rapidement à cette situation intenable pour nos journaux et hebdos locaux. Ça fait près de deux ans que le Bloc réclame des actions de la part du gouvernement : plus que jamais, il y a urgence qu'il prête main-forte à nos médias », conclut la députée de Shefford.

– 30 –

Source :
Ruth Potvin
514 349-5601